

Pour un meilleur spectacle

■ On est loin du rejet flagrant de la politique par les citoyens de l'époque Dutroux. Néanmoins, après le 22 mars, les élus n'ont pas été à la hauteur des attentes de la population. La commission d'enquête porte dès lors une lourde responsabilité.

Plus d'un mois après le 22 mars, les émotions les plus intenses sont derrière nous. Mais certaines conséquences des événements commencent seulement à être visibles. Les retombées économiques, par exemple. Pour Bruxelles, tout d'abord, mais ainsi également pour tout le pays. Le tourisme, comme beaucoup de comportements humains, est un phénomène largement irrationnel. On voit ainsi beaucoup d'Américains refuser désormais de se rendre dans notre "failed state" abritant la capitale européenne du djihadisme. Ils préfèrent à la limite rester dans leur propre pays, où 13 000 personnes ont été tuées – et deux fois plus encore blessées – par des armes à feu au cours de la seule année passée.

Bien entendu, il est impossible de maîtriser totalement une image. Mais, dans ce cas précis, nous devrions tout de même nous regarder dans le miroir. Parce que nous sommes nous-mêmes à l'origine de certaines des caricatures qui sont faites. Et, surtout, parce que nous n'avons pas réagi de manière adéquate. C'est vrai en particulier pour nos responsables politiques, dont le comportement au cours des dernières semaines a pu sembler destiné à confirmer les analyses critiques qui circulent sur notre pays. Comme d'ailleurs la fois précédente où la Belgique avait fait les beaux jours de la presse étrangère pour avoir battu le record de la plus longue crise gouvernementale...

Une série d'incidents honteux

Les choses avaient pourtant bien commencé. Le jour des attentats, le Premier ministre Charles Michel avait fait une déclaration à la fois digne et unificatrice. Mais quarante-huit heures plus tard, c'était comme si tous ces efforts de solennité et d'union nationale avaient tant coûté que tout le monde s'était mis à se dévoyer dans une série

d'incidents honteux : des partis électoralistes qui manœuvrent autour de la démission de deux ministres fédéraux, un gouvernement flamand nombriliste qui organise sa propre commémoration durant une cérémonie nationale, un bourgmestre de Bruxelles outrecuidant qui assimile tous les Flamands à des extrémistes venus salir sa ville, un ministre de l'Intérieur éhonté qui transforme un officier de liaison en bouc émissaire,...

S'en sont suivies toutes sortes de discussions et de querelles. Il est vrai que la démocratie, c'est la divergence d'opinion organisée. Il n'est donc pas interdit de diverger d'opinion sur les causes profondes de ces attentats sanglants. Ni de faire resurgir le débat sur le vivre-ensemble multiculturel dans ce cadre.

La volonté de se profiler

Mais la manière avec laquelle ce débat est mené, notamment par les partis flamands, ne semble pas tant guidée par

le besoin d'un échange positif de vues et la nécessité de jeter des ponts que par la volonté de se profiler politiquement pour faire plaisir à l'arrière-ban. Et ceci, de préférence en faisant une caricature grossière des points de vue de l'autre "camp". Pour la droite, tous les musulmans sont des terroristes, entend-on à gauche. Pour la gauche, les terroristes sont des victimes d'exclusion et de discrimination, entend-on à droite. La gauche parle de la droite, la droite parle de la gauche mais personne ne se parle. L'espoir de voir apparaître une forme de leadership moral reste lettre morte.

Finalement, l'une des contributions que j'ai préférées sur la ségrégation dans notre société – sans tabou mais néanmoins nuancée et optimiste – est parue dans le "Standaard" de la plume... d'une enseignante gantoise, se faisant des soucis tant sur des enfants musulmans dans sa classe qui montrent de la compréhension pour les at-

tentats que sur d'autres qui tiennent un discours raciste. Mais qui conclut qu'on ne pourra que s'en sortir avec le dialogue.

Bien entendu, les politiques souhaitent être réélus. Mais si cela devient la motivation principale de chaque responsable individuel, à la longue ils risquent collectivement de couler.

Le fossé creusé par l'affaire Dutroux

Tomber dans l'antipolitique constitue encore moins une réponse adéquate aux attentats dramatiques du mois dernier. Par ailleurs, l'homo politicus n'existe pas en tant que tel. Mais il est difficile de ne pas voir que la classe politique n'a pas donné la meilleure image possible, dans une période dramatique où les attentes étaient grandes. L'insatisfaction qui en résulte se fait entendre dans diverses strates de la société. Même si elle ne prend pas une ampleur comparable à celle de l'époque de l'affaire Dutroux. On en est loin.

La conjonction d'affreux meurtres commis sur des enfants et le sentiment de faillite des mondes politique et judiciaire avaient creusé, il y a vingt ans, un fossé encore bien plus profond entre les citoyens et "le système". Surtout lorsque l'estimé juge d'instruction Jean-Marc Connerotte s'était vu retirer l'affaire à cause de sa participation à un repas spaghetti au profit des parents des victimes, le sentiment qu'on ne voulait pas que "la vérité" apparaisse au grand jour semblait confirmé. Et le pays tombait alors dans un climat presque préévolutionnaire, avec des manifestations spontanées devant des palais de justice, culminant en une marche blanche de 300 000 personnes dans les rues de Bruxelles.

Quand on relit les journaux de

l'époque, on est frappé de voir avec quelle fréquence des expressions comme "casté", "cénacle", ou "arrogance" étaient utilisées pour qualifier l'establishment judiciaire et politique. Et en ce temps-là, il n'y avait pas encore de réseaux sociaux.

Des premiers signaux inquiétants

Au bout du compte, la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dutroux a pu jouer un rôle d'apaisement. Elle a mis en lumière des dysfonctionnements fondamentaux et a donné le signal de départ de réformes importantes. La situation d'alors n'est pas celle d'aujourd'hui mais elle montre bien que la commission d'enquête sur les attentats du 22 mars qui vient d'être mise sur pied peut jouer un rôle important pour redonner confiance, et qu'elle porte par conséquent de lourdes responsabilités. Certainement, après le spectacle politique peu bénéfique de ces dernières semaines.

Malheureusement, les premiers signaux, comme la négociation sur l'agenda et la désignation des experts, font craindre qu'elle ne sera pas à la hauteur. Mais il est encore temps de

se ressaisir. Tant pour la commission que pour le système politique qu'elle représente.

→ Dave Sinardet publie une chronique dans ces pages, un samedi sur deux.

**Quand on relit
les journaux
de l'époque, on est
frappé de voir avec
quelle fréquence
des expressions
comme "caste",
"cénacle", ou
"arrogance" étaient
utilisées pour
qualifier**

**l'establishment
judiciaire
et politique. Et,
en ce temps-là, il
n'y avait pas encore
de réseaux sociaux.**

DAVE SINARDET

Professeur
de sciences
politiques
à la Vrije Universiteit
Brussel
et à l'Université
St-Louis Bruxelles.